

René Kahn

13 juillet 2026



Capitalisme, accumulation, écologie et dépassement des limites planétaires.

Quelles leçons en tirer ?

Avant-propos

Ce texte est une version corrigée, remaniée et approfondie, d'un article publié en mai 2026 sur le site de l'OVIPAL. Il prolonge la réflexion engagée par Julien Pénin et Jean-Alain Héraud, sur le capitalisme, notamment avec la Note APR précédente intitulée : « *Capitalisme, démocratie et anachronismes de notre époque* ». Le présent texte ne renie pas l'apport de l'économie politique mais il s'appuie davantage sur sa branche hétérodoxe - éloignée de la doxa économique - ainsi que sur les sciences sociales en général, selon une approche pluridisciplinaire. Il se concentre sur ce que l'on peut appeler l'économie écologique, en rapport avec l'écologie politique. Il est aussi une invitation à partager de nombreuses lectures pour progresser ensemble dans la réflexion.

Introduction

Les temps changent constamment, le rapport à l'écologie aussi. Au regard du dépassement des équilibres naturels et des limites terrestres, de la détérioration générale de l'environnement - à savoir les pollutions, la perte de la biodiversité, le changement climatique, la diminution de l'habitabilité terrestre (Bonneuil & Fressoz, 2013 ; Charbonnier, 2020 & 2025 ; Bourg, 2025 ; Wallenhorst, 2025a ; Morizot & Neyret, 2026) - mais également de la croissance spectaculaire des inégalités mondiales (WID, 2026 ; Milanovic, 2026), toutes les formes actuelles de capitalisme (qu'elles soient néolibérales, post-libérales, démocratiques, autoritaires, nationales, etc.) conduisent dans une impasse *l'écologie-monde* et avec elle l'humanité.

Peut-on encore dans ce contexte remettre consciemment les clefs de la planète au capitalisme ? C'est la question que l'on se pose ou que nous devrions nous poser, dans tous les territoires organisés (supranationaux, nationaux, régionaux mais aussi locaux). Il s'agit d'une question éminemment politique mais pas seulement. Elle nous engage également à titre individuel et collectif et concerne toutes les institutions de la vie courante. Pour ceux qui ne voudraient pas la soulever ou qui se contentent de l'ignorer, la réponse est d'ores et déjà donnée. C'est oui. Car le capitalisme adore les défis et, après avoir un peu renâclé, il semble bien s'essayer au jeu de la transition climatique et environnementale, mais en suivant ses propres règles qui ne sont pas celles de l'intérêt général.

Comme tous les sujets politiques majeurs, la question environnementale suit, dans sa présentation et son traitement politique, des fluctuations importantes qui peuvent être observées à travers les livres que l'on trouve dans les librairies, les articles de presse et ce qui se trouve à l'ordre du jour des divers médias, les travaux académiques, etc. L'écologie, comme la justice environnementale et sociale, ne semblent pas échapper aux effets de mode et au besoin incessant de nouveauté. Pourtant ce renouveau ne marque pas un progrès mais un renoncement, une régression. On assiste davantage, en France, en Europe et dans le monde, à un mouvement de rejet de l'écologie (*backlash*), de démantèlement des engagements et des mesures antérieures de protection de l'environnement. Le discrédit écologique voire « *l'écophobie* », sont nettement conduits par les lobbies industriels et des groupes politiques libertariens, populistes et nationalistes (Lepage, 2026). L'historique de la conscience environnementale et climatique semble avancer à rebours.

Après une brève période de premières alertes, de premiers constats et de premières mesures, on a observé des annonces, des remises en question superficielles, des résolutions de façade ou faux-semblants, et des engagements non tenus : approximativement, du début des années 1970 à la COP de Paris en 2015. L'histoire environnementale de la France et de l'Europe minutieusement retracée par Renaud Bécot, Christophe Bonneuil & Gabrielle Bouleau (2026) montre bien que plusieurs fenêtres d'opportunité régulatrice et volontariste ont été ouvertes au cours des années

70, fin 80, début 90 et encore en 2010, puis ont été rapidement refermées afin de prioriser les intérêts économiques au détriment de la transition écologique.

Le danger guette d'un renoncement à la transition (ou bifurcation) écologique et climatique. Après un moment de prise de conscience partielle, de reconnaissance transitoire de la gravité de la situation, avec le dépassement d'un certain nombre de limites planétaires (grosso modo, de 2015 à la publication du 6^{ème} rapport du GIEC en 2023, et du premier rapport de l'IPEBES en 2026), sont arrivées un ensemble de propositions plus théoriques que réalistes comme la décarbonation de l'atmosphère, la démultiplication des puits de carbone, la géo-ingénierie marine, spatiale et terrestre, la proposition de développer massivement les énergies renouvelables, les *Low-Techs*, *l'économie bleue*, la *croissance verte*, la *transition énergétique*, la *mobilité durable*, les investissements sectoriels de décarbonation, etc. La plupart de ces « solutions » se sont avérées mineures, décevantes, voire infondées.

Parallèlement quantité d'approches et de nouveaux concepts ont connu une célébrité éphémère comme *l'économie symbiotique*, le *découplage*, le *géomimétisme*, *l'économie circulaire*, *l'économie de la fonctionnalité*, la théorie du *Donut*, la *collapsologie*, etc. Si quelques-unes préconisent une forme de rupture avec le capitalisme, la majorité de ces propositions s'inscrivent dans la continuité de l'organisation sociétale actuelle et de son mode de développement. Les ressources de l'imagination semblent sans limite lorsqu'il s'agit d'articuler les questions environnementales à l'industrie et à la dynamique capitalistes.

Souvent mis en cause, le capitalisme n'est pas sérieusement inquiété car il pilote l'essentiel de ces solutions industrielles supposées remédier aux problèmes engendrés. Certains décideurs et quelques auteurs prennent très au sérieux le changement climatique et l'obligation pour le capitalisme de s'engager dans une adaptation et une réduction (décarbonation) volontariste. Ils réclament une réflexion stratégique et proposent des orientations et des solutions pragmatiques (Jancovici, 2017 & 2022 ; Martinet, 2022 ; Boissinot, 2025 ; Mouton, 2026). Mais d'autres courants de pensée tendent à imposer le déni et à exiger des basculements politiques inédits avec une dimension sacrificielle évidente (Mardellat, 2024 ; Pouchol, 2024). Vient aujourd'hui, le temps de la reprise en main autoritaire. On observe le retour des récits techno-solutionnistes qui s'affranchissent de la démocratie, le temps des discours triomphalistes décomplexés, climato-relativistes, climato-négationnistes et écolo-optimistes, celui de la puissance retrouvée des empires, du « *capitalisme de prédation* » (Orain, 2025), de l'aspiration à une nouvelle phase de dérégulation décomplexée et même d'une nouvelle forme du capitalisme, dite *accélérationniste*¹. Et ce ne sont pas les *Lumières Vertes* qui seront en mesure d'apporter la contradiction aux *Lumières Sombres*.

¹ <https://www.ovipal.com/blog/une-economie-sans-liberte-politique-est-ce-souhaitable-les-municipales-de-2026-dernier-vote-ou-premier-deal>

Une première partie est consacrée aux approches contemporaines du capitalisme et à leurs conséquences respectives sur la définition de son périmètre de responsabilité dans les dégâts environnementaux. Une seconde partie expose les points de vue usuels concernant le degré de compatibilité du capitalisme avec l'écologie et examine sa capacité à se réformer.

I - Le rapport du capitalisme à la nature, vu par les sciences sociales

Le capitalisme est à la fois un système et une dynamique. Il est un rapport social généralisé, une sorte d'atmosphère qui imprègne les raisonnements et leur confère une dimension revendiquée de rationalité économique. Il est aujourd'hui tellement ancré dans la civilisation mondiale qu'il semble à certains, naturel et, aux yeux du plus grand nombre, non réformable et indépassable. On entend souvent dire (suivant l'aphorisme attribué à Frédéric Jameson et Slavoj Žižek) « *qu'il est plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme* ». Il existe pourtant et de longue date, en sciences sociales (philosophie, histoire, sociologie, anthropologie, économie et dans une moindre mesure en géographie et psychologie) une littérature abondante qui critique, interroge, met en cause le capitalisme et formule des propositions de dépassement (Pouchol, 2024). Une fraction significative de cette littérature se réfère aujourd'hui aux antagonismes entre le capitalisme et l'écologie (Gorz, 1991 ; Revue du MAUSS, 1997 ; Wallerstein, 2014 ; Harribey, 2020 ; Bihr, 2026 ; Baschet & Jeanpierre, 2026), pour ne citer que quelques exemples récents. Tous ces ouvrages permettent dans une certaine mesure d'imaginer à grands traits et de façon localisée et pragmatique (sans recourir à l'hypothèse d'un « grand soir révolutionnaire ») les caractéristiques premières d'une société post-capitaliste. Mais il y a plusieurs manières de concevoir le capitalisme.

Quatre familles d'approches contemporaines appréhendent la nature et le statut du capitalisme de façon radicalement différente.

Le capitalisme peut être schématiquement défini et présenté :

- En premier lieu il peut être compris comme un *ordre naturel spontané*, plutôt que comme l'émanation d'une volonté individuelle ou collective. Cette approche correspond schématiquement à la définition implicite « naturaliste » de l'économie politique classique. Cette définition est explicitement revendiquée par les différents courants néolibéraux. Parmi les « *ordres spontanés* » conçus par Friedrich Hayek figurent le marché, la langue, la monnaie, le droit, les traditions, la culture. Et il n'est pas question de toucher aux ordres spontanés.
- En second lieu, le capitalisme est défini comme un système socio-économique, essentiellement « productif-marchand », mais aussi d'exploitation, de prédation et de domination (un rapport social de production, selon la dénomination marxienne) historiquement situé, dans l'histoire de l'humanité (après les modes de production

antique et féodal). Cette approche est caractéristique des auteurs marxien, de l'anthropologie marxienne et des économistes hétérodoxes. Elle conduit à distinguer schématiquement deux familles d'acteurs définis par des rapports sociaux de domination, d'une part, les capitalistes en quête de plus-value extraite du travail et d'autre part l'ensemble des acteurs exploités : salariés, pays colonisés, ressources naturelles, autres vivants peu ou pas payés (Patel & Moore, 2018 ; Guilibert, 2023).

- En troisième lieu, le capitalisme peut être appréhendé comme le produit d'une *ontologie civilisationnelle* - cette approche plus ethnologique du capitalisme en relation avec les sociétés humaines est présentée dans l'encart plus bas. On peut évoquer ici le clivage ou dualisme *nature / culture* qui est très spécifique aux sociétés occidentales. Ce rapport unique d'extériorité permet d'envisager « la nature » comme un stock de ressources à exploiter afin d'améliorer sans fin le bien-être matériel des humains. Toutes les autres civilisations humaines n'instaurent pas ce clivage et intègrent dans un même ensemble les rapports sociaux et les éléments naturels (Descola, 2005 & 2025).
- Enfin on peut envisager le capitalisme comme le produit d'un contrat social et environnemental. Seule une « société carbonifère » est susceptible de jouir d'un contexte simultané d'abondance matérielle et de grande liberté individuelle et politique. Dans le prolongement des intuitions de John Locke et Jean-Jacques Rousseau, il est possible de voir dans la situation actuelle la fin d'une période et les prémisses d'un nouveau contrat naturel et social (Serres, 1990/2025 ; Mitchell, 2013/2017 ; Latour, 2017 & 2021 ; Charbonnier, 2022). Dans le cadre d'un contrat renouvelé, l'économie, devrait passer, dans son rapport à la nature, de la prédation à la coévolution (Levrel & Missemer, 2023).

Ontologies des sociétés humaines et capitalisme

A partir de quatre critères relatifs aux différences ou ressemblances des *physicalités* entre humains et non-humains et aux différences ou ressemblances des *intérieurités psychiques* entre humains et non humains, l'ethnologue Philippe Descola (2005 & 2025) - à la suite des travaux de Pierre Clastres, Marshall Sahlins et Christian Marouby, etc.- reconstitue les sauts historiques décisifs de l'humanité et les quatre types de sociétés observables : *animisme*, *totémisme*, *analogisme* et *naturalisme*, dotées d'ontologies incommensurables. La civilisation naturaliste (la nôtre) est la seule à concevoir un clivage nature/culture. Elle admet une ressemblance des physicalités entre humains et non-humains (les processus et lois biologiques sont les mêmes dans les organismes), mais voit une différence des intérieurités. En effet, pour le naturalisme, nous ne « pensons » pas de la même façon et ne communiquons pas avec les vivants non-humains. Cette perception nous distingue particulièrement des sociétés animistes et totémistes. L'idée qui prévaut actuellement dans les sciences humaines et sociales est que ces ontologies inhabituelles peuvent nous aider à concevoir autrement des

relations écologiques interspécifiques, avec le vivant non-humain (on peut songer aux élevages industriels et aux animaux mis au travail), et avec la « nature », de façon générale. Elles permettent aussi de mieux comprendre le substrat écologique, les interactions complexes et les fonctions de reproduction, aspects souvent occultés mais sur lesquels s'appuie le capitalisme (Guillibert, 2023 ; Levrel & Missemer, 2023 ; Descola, 2025).

Si aucune de ces approches ne fournit une théorie écologique complète du capital, plusieurs contributions permettent de comprendre que le mode de production capitaliste n'est pas organisé pour assurer de façon optimale les conditions de reproduction sociale et écologique de la vie, ne serait-ce que parce qu'il a constamment besoin d'une force de travail et d'une nature bon marché (Polanyi, 1983 & 2011 ; Passet, 1996 & 2010 ; Patel & Moore, 2018 ; Guillibert, 2023 ; Bourg, 2025). L'approche économique standard étant monétaire, elle propose plus rarement une analyse globale, en termes de flux matières et de métabolismes, des effets physiques de l'activité humaine. Une telle analyse est parfois réalisée à l'échelle d'un territoire local, elle ne peut être que grossièrement esquissée au niveau macro. Cela ne signifie pas que de telles analyses économiques n'existent pas, on peut citer par exemple les intuitions précoces de Nicolas Georgescu-Roegen et René Passet consistant à insérer l'analyse économique dans une approche thermodynamique (principe d'entropie) ou écosystémique, ainsi que les concepts de *capacité de charge terrestre* et de *throughput flow* développés par Hermann Daly (2004/1018), mais elles ne sont généralement pas intégrées à une approche critique du capitalisme. Les économistes conscients des contradictions dont est porteuse l'accumulation capitaliste se tournent, à quelques exceptions près (René Passet, 1996 & 2010 ; Antonin Pottier, 2016 ; Timothée Parrique, 2022) vers des « solutions » du type *croissance verte*, *découplage*, *développement durable*, *compensation*, régulation par le *signal prix du carbone* (De Perthuis, 2023 ; Gollier, 2019 & 2025).

L'incidence des approches du capitalisme sur la définition de ses responsabilités sociales et environnementales

Selon l'approche considérée, la question du rôle des entités responsables des grands problèmes environnementaux actuels et du degré de responsabilité de ces entités, est abordée et comprise différemment.

Si le capitalisme est une combinaison d'ordres spontanés et de jeux de l'échange (*catallaxie* au sens de Hayek), il va de soi qu'il n'est responsable de rien et qu'il n'est pas amendable. On se souvient que pour Hayek il n'est pas souhaitable ou concevable de réguler ou d'intervenir politiquement sur un ordre spontané comme l'est le marché. On note au passage son aversion pour toutes formes de socialisme et pour ce qu'il appelle le *rationalisme constructiviste*. On peut se demander s'il n'a pas inventé tout cet édifice théorique (y compris l'idée de Constitution

économique à inscrire dans la loi, se substituant à l'action gouvernementale) pour soustraire le capitalisme à toute forme de responsabilité et à toute forme de pression démocratique. On peut deviner une compréhension assez similaire de l'évolution chez Schumpeter - particulièrement dans son tardif et très célèbre ouvrage « *Capitalisme socialisme et démocratie* » de 1942 - à ceci près que pour cet auteur le capitalisme devait selon toute logique être victime de son propre succès. En sapant lui-même, avec le mécanisme de la « *destruction créatrice* » les fondements sociaux sur lesquels il est installé, le capitalisme serait supplanté à moyen terme par le « socialisme »², suivant un mécanisme d'effacement un peu analogue à *la baisse tendancielle du taux de profit* chez Marx.

Le processus d'évolution du capitalisme selon J.A. Schumpeter

Le capitalisme ne crée jamais une situation stable. Il est par nature disruptif. Les crises économiques et sociales des années 30 ont entraîné des interrogations sur la pérennité du libéralisme et du capitalisme. Schumpeter a participé à ces débats et conduit des réflexions proches de celles des *ordo-libéraux* allemands et des *néo-libéraux* autrichiens. Les économistes contemporains mettent habituellement l'accent sur un concept schumpétérien central pour caractériser le capitalisme, la « *destruction créatrice* » liée à l'innovation et qui aboutit à un bouleversement des structures de marché - processus décrit dans le très célèbre septième chapitre de *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*. Ils accordent un intérêt moindre à l'analyse historique et prospective non seulement économique mais également politique, institutionnelle et culturelle conduite par Schumpeter dans le même ouvrage à partir du chapitre 11.

Schumpeter (1942) montre que l'instabilité propre aux cycles du capitalisme a une portée sociétale voire anthropologique. Analysant les divers aspects de la crise multidimensionnelle traversée par le capitalisme au cours des années 1930 à 1940, l'auteur constate que l'esprit rationaliste en vient à contester les valeurs bourgeoises, et il s'interroge sur les chances de survie du capitalisme. Il montre comment le « *capitalisme moderne à très grande échelle* » engendre des modifications irréversibles dans la répartition des pouvoirs politiques mais aussi de nouvelles attitudes socio-psychologiques préjudiciables au fonctionnement du capitalisme originel fondé sur la l'initiative individuelle (la « *démocratie individualiste* »), la rationalité de la science moderne appliquée à l'économie, l'investissement privé et l'entrepreneur innovant. Bien que le capitalisme puisse se montrer favorable à des mesures législatives et des politiques sociales pour soulager la situation des plus démunis, il est attaqué de toute

² L'argument n'est pas évident. Schumpeter propose dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942) une analyse des destructions par le capitalisme des institutions traditionnelles et des cadres sociaux qui protégeaient jusqu'ici la bourgeoisie et dont il appréhende le remplacement par un régime « socialiste ». Par ses analyses, l'auteur a joué un rôle important dans la compréhension moderne de la démocratie et dans l'idée de substituer à la démocratie politique classique délibérative une procédure restreinte et purement instrumentale de désignation des gouvernants (Guénard, 2016) - voir Schumpeter (1942/1974, p. 366 et suivantes). Nostalgique des rapports d'autorité aristocratiques, il perçoit avec le socialisme le seul moyen de restaurer la discipline du travail (*ibid.* p.296).

part notamment par les partisans du socialisme et par les intellectuels. Notons que contrairement à J.M. Keynes, qui a lui aussi défendu le libéralisme, mais un libéralisme capable d'admettre l'interventionnisme de l'Etat sur le front de l'emploi, J.A Schumpeter exprime une forme d'aversion pour les intellectuels. Selon lui, le risque de voir advenir un régime socialiste est tout à fait réel et il le perçoit comme problématique. On peut le citer : « ... *Le capitalisme doit soutenir son procès devant des juges qui ont déjà en poche la sentence de mort.* » (Schumpeter 1942/1974, p. 202). Or « ... *la nature humaine étant ce qu'elle est, l'alternative capitaliste, avec son système d'instigations et sa distribution de récompenses et de punitions, constitue, tout compte fait, sinon la meilleure organisation concevable, du moins la plus pratique* », (ibid, p.276).

Les appréhensions de Schumpeter se sont en fait avérées infondées. Avec le néolibéralisme, les craintes pesant sur une éventuelle disparition du capitalisme se sont estompées. Les questionnements sur l'avenir du capitalisme se sont amenuisés (Revue du MAUSS, 1997 ; Wallerstein, 2014 ; Harribey, 2020 ; Slobodian, 2025 ; Miranda, 2026). Même les contraintes physiques et de forçage que le *capitalocène* (pour reprendre l'expression de Jason Moore) fait peser sur les écosystèmes terrestres ne semblent pas en mesure de le remettre vraiment en question. Non seulement le capitalisme est mis à l'abri de la démocratie profonde qu'il s'emploie à désamorcer, mais il recèle une vision et une approche technique, pratique et comptable du monde qui empêche, à l'aide de bulles protectrices (filiales et réseaux d'approvisionnement invisibilisés, confort des maisons climatisées et voitures équipées, informations transmises via des écrans, amorce d'adaptation au changement climatique, politiques de résilience, etc.) les individus, de percevoir l'ampleur des changements physiques dans leur propre environnement. Comme le démontre Hugues Draelants, le capitalisme combine quatre dimensions (matérielle, sensorielle, cognitive et axiologique - le mythe de la neutralité), qui se renforcent mutuellement, pour protéger le système économique de tout questionnement ou remise en cause, de sorte qu'il est presque impossible de sensibiliser et d'éduquer à l'écologie et à la transition climatique.

Il est vrai que de nos jours les jeunes générations ont été davantage éduquées par le corps enseignant aux questions écologiques mais selon Hugues Draelants, savoir ne suffit pas.

« L'invisibilité à laquelle se heurte l'éducation climatique n'est pas un simple voile posé sur le monde, ni un défaut de nos capacités cognitives, mais un phénomène structurel indissociable de la modernité capitaliste, c'est-à-dire de la rencontre historique entre un vaste processus de rationalisation qui a rendu abstrait notre rapport au monde (la modernité) et une logique d'accumulation sans fin (le capitalisme). Car la modernité capitaliste ne produit pas seulement des marchandises et du CO₂, elle engendre mécaniquement une déconnexion quotidienne entre nos gestes et leurs conséquences, nos

corps et leur environnement, nos savoirs et nos vies. Ce « système d'invisibilité » est un mur difficile à percer pour l'éducation, parce qu'il n'est pas un dysfonctionnement de notre monde, mais la condition même de son maintien ... Si la modernité a par essence créé une distance entre les individus et leur milieu terrestre, la logique d'accumulation du capitalisme a porté cette déconnexion à son paroxysme pour en faire la condition même de son maintien» (Draelants 2026, pp 43-59).

En définitive, indépendamment des risques qui pèsent sur la viabilité des écosystèmes terrestres la logique du capitalisme semble trop profondément ancrée dans nos institutions, son imprégnation des esprits et des raisonnements si parfaitement installée, ses contraintes si impérieuses (par exemple en termes de compétitivité internationale, ou de nécessité de préserver nos positions personnelles ou nationales que tout projet important de transition apparaîtra comme trop déstabilisant et risqué. Il sera reporté *sine die*. Face aux contraintes économiques immédiates, les questions environnementales peuvent attendre.

Plus les fondements du capitalisme sont susceptibles de faire l'objet d'une contestation et d'un constat d'impossibilité physique de son maintien en l'état, plus se tendent les forces de rappel qu'il met en œuvre dans le champ social et politique (concurrence entre les pays, entre les salariés, menaces existentielles, conflits internationaux). Le capitalisme poursuit sur sa lancée. Il continue de creuser son sillon au-delà des affaires courantes (*business as usual*), et se déploie encore davantage, dans une dynamique qui, notamment par son action fondamentalement disruptive - notamment à travers les NTIC et l'IA - projette l'humanité dans une course dont elle ne maîtrise plus les conséquences environnementales.

Il est donc désormais davantage question d'*adaptation* et de *résilience* (survivra qui pourra) que de *limitation* (notamment des émissions de GES). De fait, le changement climatique est une « *catastrophe morale* » (Bourban *et al*, 2023), les responsabilités sont diluées et les comportements de *free rider* sont légion. En effet, pourquoi un pays ou un groupe d'individus feraient-ils des efforts si les autres s'affranchissent de cette obligation ? Après les propositions portant sur *les petits pas* et *les petits gestes* qui ne dérangent guère la marche du monde, la question pragmatique de la bonne manière de traiter ces problèmes, revient en force. Et de ce point de vue, la parole est donnée en priorité à ceux qui sont supposés savoir, mais surtout à ceux qui « *savent faire* » et qui font, aux entrepreneurs, aux investisseurs, aux experts et au système dynamique qui sait constamment faire évoluer les structures, qui sait aussi, dit-on, pour justifier ce transfert du pouvoir de décision, comment « éviter de figer la société dans ses conservatismes », qui sait très certainement comment redynamiser l'offre et la demande sur l'ensemble des marchés concernés. Il faut, insiste-t-on, confier les problèmes environnementaux en cours, osons le mot, au capitalisme et aux capitalistes.

Les courants et les variantes de l'écologie politique (ou de l'écologisme) sont nombreux. A côté des orientations scientifiques, environnementalistes, philosophiques, historiques, anarchistes (Ardillo 2018) mais également éthiques et spiritualistes (Naess, 1989 & 2017), cohabitent des approches économiques post-keynésiennes (Parrique, 2022 ; Laurent, 2024) et marxiennes. L'approche marxienne de l'écologie, retrouve, réhabilite, commente et réactualise les textes de Marx et Engels sur l'écologie, à un point tel que l'on peut noter une filiation objective entre la pensée de Marx et certains auteurs en écologie politique (en rupture avec le marxisme conventionnel) d'obédience marxiste ou marxienne (Gorz, 1991 ; Saito, 2024, Bihl, 2026 ; Bickhardt et al., 2026).

« Loin de minimiser l'urgence de procéder à des transformations des modes de vie (alimentation durable, transports bas carbone), la perspective écomarxiste rappelle la condition essentielle sans laquelle aucune forme soutenable de production et de consommation ne peut advenir : l'abolition de l'impératif de profit à court terme. »
(Bickhardt et al, 2026, pp 3-10).

II - Capitalisme, écologie et environnement : complémentarité possible pour les uns, incompatibilité pour les autres

Il existe certes de nombreuses définitions³ et formes de capitalisme mais la forme actuelle encore dominante ne semble plus faire si bon ménage avec la démocratie ni avec la préservation des grands équilibres naturels (d'où le concept de *capitalocène* avancé par Jason W. Moore). Si dans le contexte de sa prime émergence et un peu plus tard du 15^{ème} au 16^{ème} siècle, le capitalisme a pu être associé aux progrès de la quantification et de la science, à L'Humanisme, à la Réforme et à la Renaissance, on ne peut oublier qu'il est également lié à l'impérialisme, à l'esclavagisme, à de nombreuses formes violentes d'exploitation et de destruction sociales, sociétales et environnementales (Guillibert, 2023). Le capitalisme actuel, s'il ne peut être toujours tenu pour directement responsable, s'avère aujourd'hui également compatible avec les attaques contre la science et la démocratie.

³ ... qui se réfèrent à la propriété des moyens de production, au cycle d'accumulation, aux transactions marchandes, au rôle déterminant de l'entrepreneur ou au caractère civilisationnel du capitalisme. « Nous désignerons par « capitalisme » ... non pas une manière particulière d'organiser la vie économique, mais un type singulier de formation sociale, de structuration de la vie commune, où l'économie et, avec elle, la production et la croissance s'autonomisent et deviennent des finalités indépendantes et impérieuses, à tel point qu'elles tendent à imposer toujours plus leur logique propre aux autres sphères sociales et aux autres types d'activités. », J. Baschet & L. Jeanpierre (2026).

L'accumulation capitaliste et la recherche effrénée de profit peuvent être aisément associées à la publicité abusive, ainsi qu'aux travers de la spéculation, du marketing, du consumérisme, des manipulations de l'opinion. On peut aussi les relier à la mise en concurrence généralisée, à l'accroissement des inégalités, des exclusions et des précarités, des régressions de tous ordres, des fake-news, des vérités alternatives, de l'abandon de productions vitales, à la pollution généralisée, au changement climatique, aux infiltrations criminelles dans l'économie légale, etc. C'est la face sombre du capitalisme (Milanovic 2026).

Le capitalisme peut-il encore apparaître, dans ces conditions à comme une réponse possible aux problèmes de la transition écologique et climatique ?

Certains lecteurs estimeront ce propos trop partial, exclusivement à charge, alors même que sont réalisés dans tous les secteurs de l'économie des investissements visant à les décarboner et des innovations pour améliorer quelque peu, en plus du confort matériel, la situation environnementale (préventivement ou à titre curatif). Sans le cadre capitaliste ces innovations n'auraient certes pas été possibles. Notre propos ne vise pas à minorer les progrès (notamment en termes d'amélioration de l'alimentation, de la santé et de l'espérance de vie de certaines populations), sous un régime capitaliste. Il consiste à rappeler une découverte et une prise de conscience récente (Passet, 1996 & 2010 ; Patel & Moore, 2018) mais qui avait déjà été formulée par l'économiste Nicolas Georgescu-Roegen au début des années 70 : aucun progrès économique, aucune amélioration du bien-être matérialiste, aucune innovation, ne peuvent advenir sans dissipation d'énergie et de matière et partant sans destruction de ressources naturelles non renouvelables et de l'environnement (Georgescu-Roegen, 1971 & 1979). Le capitalisme est indéniablement efficace pour répondre aux aspirations humaines individuelles d'amélioration des conditions matérielles mais il s'appuie sur des facteurs naturels et reproductifs non rémunérés et comporte un coût environnemental généralement minoré. De plus la logique de profit et d'accumulation est telle que tout progrès réalisé a nécessairement une contrepartie en termes d'exploitation du travail, de concentration des richesses et de destruction environnementale.

La société capitaliste stimule en permanence les propositions, les innovations techniques, organisationnelles et sociétales pour surmonter, dans une forme de continuité, les difficultés qu'elle génère et rencontre dans le cadre de sa propre construction. Certains auteurs et décideurs pensent que le capitalisme peut être amendé et réformé en maintenant constante sa grammaire de fonctionnement (Gaffard, 2020 ; Jancovici, 2022 ; Mouton, 2025 ; Boissinot, 2025). Parallèlement une vaste littérature (écologique, politique et scientifique) s'est développée ces dernières années, qui suggère des transformations sociétales, culturelles et industrielles plus profondes pour répondre aux impasses environnementales de notre mode de production et de consommation.

Ainsi se présentent comme sur une même ligne de départ, des myriades d’approches, d’initiatives, de propositions, de raisonnements, d’essais de solutions et d’expérimentations. On en dénombre, dans la littérature francophone une bonne centaine, disparates mais à vocation générale (faisons abstraction pour le moment des solutions de transition dédiées à une filière ou une approche sectorielle donnée). Ces propositions de réformes structurelles apparaissent superficielles ou sérieuses selon les cas, mais dans le contexte actuel de défaillance dans les visions prospectives et stratégiques, elles sont toutes intéressantes et dignes de considération. D’ailleurs l’écologie économique n’a pas le monopole des solutions pratiques - loin de là. On voit quotidiennement s’élargir l’arène des débats et des propositions qui rivalisent pour tirer la société dans une direction ou une autre⁴. Il est possible d’organiser l’espace propositionnel selon deux axes majeurs. Voir encadré ci-dessous.

La diversité des propositions visant à comprendre et affronter la situation écologique contemporaine

La littérature sur la transition écologique montre que cette dernière est susceptible d’emprunter des voies radicalement différentes. Si l’on examine plus attentivement cette grande variété de propositions, nous pouvons constater que la transition écologique est tiraillée entre

- d’une part, **des approches individuelles ou locales** (Duverger, 2021 ; Schmid, 2026), jamais à court de suggestions futées et **des approches collectives, social-écologiques, éco-populistes, éco-socialistes, éco-républicaines** (Audier, 2020 ; Laurent, 2024)
- et, d’autre part, entre **des approches empiriques ou pragmatiques**, forcément techniques et économiques (Veltz, 2022 ; Gollier, 2025 ; Jancovici, 2026) essentiellement préoccupées par les énergies renouvelables et la décarbonation à partir d’un signal-prix et **des approches plus symbolique** (Naess, 2008 ; Fleury & Prévot 2017/2023) qui nous parlent surtout d’éthique et de spiritualité.... On peut à ce sujet se référer aux travaux remarquables de la philosophe Elizabeth Anscombe (1919-2001) que présente Lagrut (2026). Résultat, il y en a pour tous les

⁴ Citons à titre d’exemples des propositions visant à remédier aux dégradations environnementales générées ou amplifiées par le capitalisme : la sobriété choisie, les tiers-lieux, les micro-initiatives locales, les bio-régions, le soi écologique, la consommation engagée, l’éco-psychologie, l’éco-populisme, les éco-spiritualités, l’éco-féminisme, l’écologie profonde, l’écologie intégrale, l’écologie sociale, l’écologie culturelle, le développement des communs, l’État social-écologique, l’éco-républicanisme. Sans oublier des thèmes comme *l’économie symbiotique*, le *découplage*, le *géomimétisme*, l’économie *circulaire*, l’économie de *la fonctionnalité*, et des technologies comme la décarbonation de l’atmosphère, la démultiplication des puits de carbone, la géo-ingénierie marine, spatiale et terrestre, les *Low-Techs*, l’hydrogène vert, etc. La transition énergétique peut s’appuyer sur des innovations en matière de *mobilité durable*. Les économistes proposent la régulation des émissions de GES par le signal prix du carbone, la taxe carbone, les marchés de droits à polluer, la finance verte, la compensation, etc. Chacun de ces domaines de propositions fait l’objet d’une abondante littérature.

goûts, au moins sur le papier. Autrement dit, les préférences collectives étant indéterminées, les politiques restent dans le brouillard et agissent de manière velléitaire. Mais sur le terrain, ce sont les acteurs qui disposent des outils de production, des financements, des autorisations et de la légitimité qui vont continuer d'agir - ou de ne pas agir.

Quand le capitalisme prétend pouvoir prendre en charge les questions environnementales

En attendant que ne resurgisse l'impulsive et récurrente réaction : « *Bon mais l'écologie ça commence à bien faire !* » on voit se multiplier les tentatives pour nous démontrer que seuls les audacieux entrepreneurs innovants et avec eux les entreprises privées et quelques grandes entreprises publiques, savent faire et bien faire, qu'il convient de leur accorder notre confiance pour aller de l'avant et opérer la transition énergétique, écologique et climatique. Retour par conséquent au *discours* : « *croissance ou planète, pourquoi choisir ?* », puisque semble-t-il, nous pouvons désormais nous occuper de l'une et de l'autre dans un même mouvement sans que la contradiction ne nous saute aux yeux (Mouton 2025). C'est précisément cette même démonstration que nous assènent les auteurs « optimistes », de Pierre Veltz à Ezra Klein & Derek Thompson (2026) en passant par Romain Mouton (2025) et François Gemenne (2026). Il est donc possible de viser à nouveau « *l'abondance* » et de « *parler du climat sans plomber l'atmosphère* ». En théorie du moins, car les contradictions sont flagrantes. Les problèmes déjà visibles, irrépressibles, voire irréversibles, relanceront nécessairement assez rapidement les débats.

Écoutons par exemple ce que dit aujourd'hui François Gemenne [co-auteur d'un volet du 6^{ème} rapport du GIEC (groupe 2) en 2023] : « *il faudrait en finir avec les discours catastrophistes* », « *avec l'écologie punitive* ». En résumé, il faut cesser de faire du climat un enjeu moral, de faire aux citoyens la leçon de façon insupportable en parlant de renoncements, de contraintes et de sacrifices. La transition doit désormais émaner de récits positifs, enthousiastes, s'appuyer sur les progrès déjà réalisés, promouvoir des projets mobilisateurs qui débouchent sur les myriades de solutions d'ores et déjà efficaces pour réduire notre empreinte carbone⁵.

Indépendamment d'une certaine percée de l'écologie et des questions environnementales qui bénéficient désormais d'un indéniable capital de sympathie, la fascination pour la technologie en général et les technologies numériques en particulier, la fascination décomplexée pour la force brutale (politique ou militaire) et pour le pouvoir économique, le pouvoir d'agir sur le monde et de faire, s'avère plus prégnante et plus forte que jamais. Il n'est désormais plus question de s'en remettre aux recommandations des scientifiques prudents et réservés, aux intellectuels, aux penseurs, aux philosophes, aux écologistes, mais à ceux qui font déjà, qui disposent des moyens matériels et financiers. Place maintenant aux pragmatiques, aux *makers*, aux entrepreneurs

⁵ <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-18-20-le-telephone-sonne/le-18-20-le-telephone-sonne-du-jeudi-07-mai-2026-8274860>

innovants. Les rapports et les ouvrages les plus récents préconisent de s'en remettre pour ce qui concerne les questions environnementales, à ceux qui font bouger les lignes dans la société et les institutions réputées trop figées, à ceux qui innover et pratiquent sans trop se questionner, « *la destruction créatrice* » chère à Schumpeter et la disruption.

Les valeurs sociales fondamentales qui ne sont pas ouvertes au débat

Il est curieux que la société n'accorde pas davantage d'attention aux principaux mécanismes qui la travaillent, l'organisent et la font avancer. Il s'agit de principes directeurs comme la « *destruction créatrice* », l'ethos de la compétition, la forme de la démocratie avec la portée des libertés individuelles, etc. Ajoutons des dimensions psychologiques individuelles comme la poursuite du bonheur ou la conviction de pouvoir agir ou au contraire de n'agir que sous la contrainte des événements (*locus of control*). Alors même que beaucoup d'auteurs se sont penchés sur leur portée et leur validité, ces mécanismes ne font jamais l'objet d'une délibération démocratique. Le capitalisme lui-même n'est plus questionné. Aucun groupe n'en fait une question politique centrale. Aucun parti ne s'empare du sujet, alors même que l'on peut observer d'une part une augmentation tendancielle des destructions de valeurs et une relative diminution des créations⁶. Il est grave de constater aussi tout bonnement de sérieux reculs sur le front de la démocratie. Anton Brender (2024) par exemple rappelle que « *le prix élevé et le respect accordé aux vies individuelles sont un des acquis des seules démocraties occidentales* ». Ce n'est pas donc pas un acquis universel du capitalisme. Dans une grande partie du monde, le prix de la vie des hommes reste désespérément bas.

Gardons-nous que la force propulsive du capitalisme ne devienne une force de destruction essentiellement destructrice. Même le très technophile Lewis Mumford était plutôt réservé sur les bienfaits du capitalisme. Pour notre part nous constatons que le système productif capitaliste n'est simplement pas soutenable. Ou pour reprendre la synthèse de Pierre Charbonnier (2020, p.398) pastichant Bruno Latour : « *Devant le constat selon lequel il n'y a plus de monde susceptible d'héberger le projet d'accroissement infini de l'économie, ses défenseurs ont préféré liquider l'idée d'un monde commun pour se construire d'illusoires canots de sauvetage idéologiques* ».

⁶ Les apports de la destruction créatrice valent-ils réellement les sacrifices qu'elle implique ? La cohésion sociale semble encore souhaitable à certains et la notion de destruction créatrice est actuellement remise en cause par des auteurs comme Pierre Caye (2015), Jean-François Simonin (2017), Franck Aggeri (2023) ou Patrick Mardellat (2024), dans le souci, pour eux aussi, d'améliorer le fonctionnement de notre société.

Remarques conclusives

La situation apparaît préoccupante et étrange. Elle est en fait fondamentalement paradoxale à moyen et long terme. Plus les contradictions sociales et environnementales du capitalisme semblent s'accumuler, moins son amendement et sa régulation semblent d'actualité. Non seulement les détériorations écologiques et les inégalités qu'elles génèrent se poursuivent mais elles s'accroissent. Une forme collective d'incrédulité ou de nihilisme domine. Des mesures timorées, essentiellement techniques et souvent elles-mêmes à visée lucrative, sont tentées sans grande conviction et parfois même refusées, rejetées et combattues au nom d'un pragmatisme à courte vue. En dépit d'une connaissance de plus en plus fine des caractéristiques post-capitalistes souhaitables (rapport attentif au vivant, y compris au vivant non-humain, autolimitation, réduction des inégalités, priorité à l'habitabilité terrestre), les conditions minimales pour une transition anthropologique à la fois politique, écologique, sociale et climatique ne sont hélas pas réunies aujourd'hui. Toutes ces contradictions suggèrent que nous ne disposons pas encore des bons outils d'analyse. Dans une ontologie naturaliste et capitaliste, toute dérogation aux principes utilitaristes sonne comme une incongruité.

Une forme de naïveté persiste qui consiste à ignorer la dynamique des dégâts de l'accumulation et du surprofit pour continuer à s'appuyer sur les potentialités créatrices réputées illimitées du capitalisme. Sans doute faudrait-il entendre qu'après des milliers d'années de ce que nous considérons aujourd'hui comme de la précarité - d'ailleurs encore subie par une partie de la population mondiale -, l'humanité n'est pas disposée à abandonner l'illusion d'un gain continu de confort net en échange d'un humble mais réaliste principe de sobriété, bien que l'enjeu soit une perte d'habitabilité terrestre certaine au dire du monde scientifique. En fait, dans leur majorité, les citoyens ne semblent pas croire qu'il existe d'autres manières de concevoir la vie économie et sociale que le système capitaliste pour tenir les engagements essentiels : bien-être équitablement distribué et environnement préservé. Ce qui est paradoxal, c'est qu'en en poursuivant sur sa lancée capitaliste, avec une conception tronquée du progrès, l'humanité détériore irrémédiablement ses propres conditions de vie.

Une prise de conscience lucide suivie d'une stratégie d'action adaptée nécessite un saut historique inédit de maturité collective, une transformation philosophique, éthique et spirituelle (attirée par les valeurs du vrai, du juste, du bien et du beau), consciente, revendiquée, assumée individuellement et collectivement. Une autre utopie éveillée en quelque sorte.

Pour l'heure, faute d'imagination, de volonté politique large et consensuelle, de solidarité avec les populations défavorisées, d'instances mondiales de concertation et de régulation, la dynamique n'est pas favorable à la transition écologique et climatique. Faute de donner à éprouver physiquement les implications de l'inaction présente sur le long terme et les générations futures, le capitalisme s'engage dans la seule voie qu'il connaît : détecter de nouveaux besoins,

de nouvelles occasions d'investissement, innover dans un espace de jeu fermé et ouvrir de nouveaux marchés sur les apparentes opportunités offertes par l'anthropocène (Morena, 2023). S'engouffrant dans cette même veine de l'écologie industrielle et marchande, les autorités politiques encouragent des mesures d'accroissement de la *résilience* - d'adaptation individuelle et collective - sans s'autoriser à repenser le cadrage de la vie en collectivité.

En dépit de la devise « *éviter, réduire, compenser* » introduite dans le droit français dès 1976, également préconisée par l'ONU et relayée par l'UE, nous vivons dans une société engagée dans un processus ininterrompu d'accumulation et de transformation où le moindre projet porteur d'une vague promesse de décarbonation - même polluant, même hypothétique ou de type *greenwashing* - rencontre plus facilement l'adhésion des citoyens et le soutien des pouvoirs publics qu'un projet de sobriété visant seulement à *s'abstenir* (de multiplier les activités, les déplacements ou les consommations). Nous vivons en Occident, depuis le 14^{ème} siècle au moins, dans une civilisation de type capitaliste⁷ et nous ne semblons pas majoritairement disposés à changer de paradigme concernant notre mode de production et de consommation.

Les ouvrages et articles qui établissent ce diagnostic (Dufour, 2019; Colombi, 2022), ou préconisent de bifurquer sur cette trajectoire (Saito, 2024 ; Baschet & Jeanpierre, 2026), ne sont pas légion mais leurs propositions rencontrent une adhésion croissante. Ces travaux de prospective ont le mérite d'exister, ils ouvrent des pistes intéressantes en faveur d'un « post-capitalisme » qui n'est rien d'autre qu'une société démocratique, raisonnable (c'est-à-dire consciente des limites de son environnement terrestre) et équitable. Pour l'heure, personne ne sait véritablement comment opérer cette bifurcation et sortir raisonnablement du capitalisme tout en préservant la démocratie. Mais connaissant ses effets délétères sur l'habitabilité de la planète (Klein, 2014 ; Malm, 2017 ; Jackson, 2024 ; Wallenhorst, 2022 & 2025b ; Bourg, 2025) souhaitons-nous réellement remettre au capitalisme les clefs du futur de l'humanité ?

⁷ Avec des prémices remontent probablement à l'Antiquité grecque. A ce propos, Baudouin Jurdant a évoqué les effets psychiques de l'invention de l'alphabet grec et de la monnaie frappée. Voir l'ouvrage qui lui est consacré : Faury & Le Marec (2020).

Bibliographie

- AGGERI Franck (2023), *L'innovation mais pour quoi faire ?*, Editions du Seuil.
- ARDILLO José (2018), *La liberté dans un monde fragile. Écologie et pensée libertaire : L'échappée*
- AUDIER Serge (2020), *La cité écologique. Pour un éco-républicanisme* : La Découverte
- BASCHET Jérôme & JEANPIERRE Laurent (dir.) (2026), *Mondes Postcapitalistes*, La Découverte
- BÉCOT Renaud, BONNEUIL Christophe & BOULEAU Gabrielle (2026), *les natures du productivisme. Une histoire environnementale de la France, de 1940 à nos jours* (vol. 3), La Découverte
- BICKHARDT Marius & al. (2026), *Le marxisme écologique*, La Découverte
- BIHR Alain (2026), *L'écocide capitaliste*, Éditions Syllepsis
- BOISSINOT Jean (2025), *La finance verte, Climat, secteur financier et transition net zéro*, Dunod
- BONNEUIL Christophe & FRESSOZ Jean-Baptiste, (2013/1016), *L'événement anthropocène*, Seuil
- BOURBAN Michel, BRUSOIS Lise & FRAGNERE Augustin (2023), *Philosophie du changement climatique. Éthique, politique, nature*, Vrin
- BOURG Dominique (2025), *Leçons des limites planétaires*, Système Terre n°4, Actes Sud
- BOURG Dominique & PAPAUX Alain (2010), *Vers une société sobre et désirable*, PUF
- BOURIAU Christophe (2024), *Kant écologiste*, PUF
- BRENDER Anton (2024), *Les démocraties face au capitalisme, le prix de la vie des hommes*, Odile Jacob
- CAYE Pierre (2015), *Critique de la destruction créatrice*, Les Belles Lettres
- CHARBONNIER Pierre (2025), *La coalition climat, Travail, planète et politique au XXI^e siècle* Seuil
- CHARBONNIER Pierre (2022), *Culture écologique*, SciencesPo Les Presses
- CHARBONNIER Pierre (2020), *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques*, La Découverte
- COLOMBI Denis (2022), *Pourquoi sommes-nous capitalistes (malgré-nous) ?* Payot
- DALY E. Hermann (2004/2018), *Économie stationnaire*, Les petits matins
- DELVALVARD Hervé (2023), *La société du commun. Pour une écologie politique et culturelle des territoires*, Éditions de l'Atelier

DE PERTHUIS Christian (2023), *Carbone fossile, carbone vivant. Vers une nouvelle économie du climat*, Gallimard

DESCOLA Philippe (2025), *Politiques du faire-monde*, Seuil

DESCOLA Philippe (2005), *Par-delà nature et culture*, Gallimard

DRAELANTS Hugues (2026), *Eduquer pour le climat. Pourquoi savoir ne suffit pas pour agir*, Presses de Sciences Po.

DUFOUR Dany-Robert (2019), *Baise ton prochain, une histoire souterraine du capitalisme*, Actes Sud

DUVERGER, Thimothée (2021) *Utopies locales. Les solutions écologiques et solidaires de demain*, Paris : Les Petits Matins

FAURY Mélodie & LE MAREC Joëlle (dirs) (2020), *Tisser des textes avec Baudouin Jurdant*, Paris : Éditions des archives contemporaines. <https://eac.ac/publications/9782813003706>

FLEURY Cynthia & PREVOT Anne-Caroline (dir) (2017/2023), *Le souci de la nature*, CNRS Biblis.

GAFFARD Jean-Paul (2020), « *Le libéralisme social demeure-t-il une alternative ?* » in Sciences Po. & OFCE Working Papers, n°24

GEMENNE François (2026), *Parler du climat sans plomber l'atmosphère*, Odile Jacob

GEORGESCU-ROEGEN Nicholas (1978), « De la science économique à la bioéconomie », *Revue d'économie politique*, vol. 88, n° 3, mai-juin, p. 337-382.

GEORGESCU-ROEGEN Nicholas (1971), *The entropy law and the economic process*, Cambridge Mass. : Harvard University Press

GOLLIER Christian (2025), *Économie de l'(in)action climatique*, PUF

GOLLIER Christian (2019), *Le climat après la fin du mois*, PUF

GORZ André (1991), *Capitalisme, socialisme, écologie. Désorientations, orientations*, Galilée

GUÉNARD Florent (2016), *La démocratie universelle, philosophie d'un modèle politique*, Seuil

GUILLIBERT Paul (2023), *Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail*, Éditions Amsterdam

HARRIBEY Jean-Marie (2020), *Le trou noir du capitalisme*, Le bord de l'eau

JACKSON Tim (2024) *Post-croissance. Vivre après le capitalisme*, Actes Sud

JANCOVICI Jean-Marc & al. / The Shift Project (2017), *Décarbonons ! 9 propositions pour que l'Europe change d'ère*, Odile Jacob

JANCOVICI Jean-Marc & al. / The Shift Project (2022), *Climat, crises : Le Plan de Transformation de l'Économie française (PTEF)*, Odile Jacob

JANCOVICI Jean-Marc (2026) *Réussir la transition dans l'incertitude. La méthode Shift en 20 chantiers, dans le cadre du nouveau PREF* <https://theshiftproject.org/evenements/presentation-rapport-20-chantiers/>

KLEIN Noémie (2014) *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, Actes Sud

KLEIN Ezra & THOMSON Derek (2026), *Abondance, comment bâtir l'avenir que nous désirons*, Editions Arpa

LAGRUT Blandine (2026), *Elizabeth Anscombe. Une philosophe de l'intégrité*, Éditions Hermann

LATOUR Bruno & Nikolaj SCHULTZ (2022), *Mémo sur la nouvelle classe écologique. Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même*, La Découverte

LATOUR Bruno (2021), *Habiter la Terre*. Entretiens, LLL

LATOUR Bruno (2017), *Où Atterrir ? Comment s'orienter en politique*, La Découverte

LAURENT Éloi (2023), *Économie pour le XXI^e siècle. Manuel des transitions justes*, La Découverte

LAURENT Éloi (2024), *Pour l'État social-écologique. Le bel avenir de l'État providence*, LLL

LEPAGE Corinne (2026), *Le discrédit écologique, ou comment sortir du backlash*, Tract (n°77) Gallimard

LEVREL Harold & MISSEMER Antoine (2023), *L'économie face à la nature. De la prédation à la coévolution*, Les petits matins

MALM Andreas (2017), *L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, La fabrique

MARDELLAT Patrick (2024), « Sacrifice, destruction créatrice et cycles du capitalisme: la (dé)-raison sacrificielle de l'économie » in *Cahiers d'économie politique*/2 n° 85, pages 205 à 243

MARDELLAT Patrick (2024), *Économie radicale*, Éditions Hermann

MARTINET Alain-Charles (2022), *Homo strategicus*, EMS Éditions

MILANOVIC Branko (2026), *Le monde à l'ère capitaliste, une histoire des inégalités*, Le Cherche Midi

MIRANDA Arnaud (2026), *Les Lumières sombres. Comprendre la pensée néoréactionnaire*, Gallimard / Le Grand Continent

MITCHELL Timothy (2013/2017), *Carbon Democracy. Le pouvoir politique à l'ère du pétrole*, La Découverte

MORENA Edouard (2023), *Fin du monde et petits fours. Les ultra-riches face à la crise climatique*. La Découverte

MORIN Edgar (2016/2020), *L'entrée dans l'ère écologique*, L'Aube

MORIN Edgar (2012), *La voie. Pour l'avenir de l'humanité*, Pluriel

MORIZOT Baptiste & NEYRET Laurent (2026), *Liberté, dignité, habitabilité*, Tracts (N° 70) Gallimard

MOUTON Romain (2025) *Climax. Croissance ou planète : pourquoi choisir ?* Editions Hermann

NÆSS Arne (1989/2008), *Écologie, communauté et style de vie*, Éditions Dehors

NÆSS Arne (2017), *Une écologie pour la vie. Introduction à l'écologie profonde*, Seuil

NEMO Philippe (2023), *La philosophie de Hayek*, PUF

ORAIN Arnaud (2025) *Le monde confisqué : Essai sur le capitalisme de la finitude (XVI^e - XXI^e siècle)*, Flammarion

PARRIQUE Timothée (2022), *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, Seuil

PASSET René (2010), *Les grandes représentations du monde et de l'économie, à travers l'histoire*, Les Liens qui Libèrent.

PASSET René (1996), *L'économie et le vivant*, Economica

PATEL Raj & MOORE Jason (2018), *Comment notre monde est devenu cheap. Une histoire inquiète de l'humanité*, Flammarion

PIRON Sylvain (2020), *Généalogie de la morale économique*, Zones sensibles / Les Belles-Lettres

POLANYI Karl, 1983, *La grande transformation* [1944], Gallimard.

POLANYI Karl, 1977/2011, *La subsistance de l'homme*, Flammarion

POTTIER Antonin (2016), *Comment les économistes réchauffent la planète*, Anthropocène / Seuil

POUCHOL Maryse (2024), « Accumulation du capital et humanité profanée. Luxemburg, Robinson, Arendt », *Revue d'économie Politique* 2024/2 n°85

QUENET Grégory (2025), *Histoire de la pensée écologique*, PUF

RAWORTH Kate (2018), *La théorie du Donut. L'économie de demain en 7 principes*, Plon

RENOUARD Cécile et al. Dir. (Collectif FORTES), (2020), *Manuel de la grande transition*, LLL

REVUE du M.A.U.S.S., (1987), *Comment peut-on être anticapitaliste ?* n°9, La Découverte

SAITO Kohei (2020/2024), *Moins ! La décroissance est une philosophie* (Le capital dans l'anthropocène), Seuil

SCHMID Lucile (2026), *Urgence politique, nécessité écologique*, Paris : PUF.

SCHUMPETER Joseph (1942/1974), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot

SERRES Michel (1990/2025), *Le contrat naturel*, Flammarion

SIMONIN Jean-François (2017), *Clés d'accès au XXI^e siècle Tome 1. La destruction créatrice, une illusion ravageuse*, L'Harmattan

SLOBODIAN Quinn (2025), *Le capitalisme de l'apocalypse ou le rêve d'un monde sans démocratie*, Seuil

TURCHIN Peter (2023), *End Times: Elites, Counter-Elites, and the Path of Political Disintegration*, Penguin press / Traduction française (2024): *Le chaos qui vient, Élités, contre-élites, et la voie de la désintégration politique*, Le Cherche-Midi

VELTZ Pierre (2022), *Bifurcations. Réinventer la société industrielle par l'écologie ?* La Tour d'Aigues & Les Éditions de l'Aube

WALLENHORST Nathanaël (2025a), *Contenir l'emballlement bioclimatique*, Actes Sud / Système Terre

WALLENHORST Nathanaël (2025b), *2049, ce que le climat va faire à l'Europe*, Seuil

WALLENHORST Nathanaël (2022) *Qui sauvera la planète. Les technocrates, les autocrates ou les démocrates ?* Actes Sud

WALLERSTEIN Immanuel & al. (2014), *Le capitalisme a-t-il un avenir ?* La Découverte

WID (World inequality database) : <https://wid.world/fr/country/france-2/>

World inequality report : <https://wir2026.wid.world/>

ZASK Joëlle (2022), *Écologie et démocratie*, Premier Parallèle
